

**Belley 2017.** Quatrième rencontre de la mondialisation. Les excès de la finance, y voir clair pour agir. Comme les années précédentes, tour d'horizon magistral qui nous a apporté une compréhension plus fine de la complexité du système bancaire international et du pouvoir qu'il a sur tous les autres pouvoirs.

J'ai retenu les points suivants.

**1971.** Les États renoncent à l'équivalent or de leur masse monétaire ; il n'y a plus de freins pour une économie sous l'unique tutelle de quelques banques (aujourd'hui 14 banques détiennent 85 % de la masse monétaire mondiale qui représente 10 fois le PIB mondial). L'économie réelle, celle qui accompagne la vie des 7,4 milliards d'individus, correspond approximativement au PIB. Ce qui met en évidence que 90% de la masse monétaire en circulation contribue à une économie virtuelle qui est le socle de la richesse de quelques-uns seulement.

Les perversions du monde de la finance se cachent derrière quelques mots, simples en apparence.

La **monnaie scripturale**, autrement dit de simples écritures comptables, donne un pouvoir sans limite à la finance, puisqu'il n'y a pas d'autres autorités que les banques elles-mêmes. Les États, à qui la finance a interdit toute gestion de leurs richesses propres, n'ont plus de pouvoir sur l'économie et donc sur la gestion du bien commun. Ce sont les banques qui décident ce qui est bien ou mal pour les États, les entreprises et les individus, elles le font au travers des prêts qu'elles accordent (la monnaie scripturale).

Les **produits dérivés** enfin, entités « magiques » (ce sont eux qui sont responsables de la partie virtuelle de l'économie). Ils sont de véritables assurances (contre les fluctuations des taux d'intérêts et de change) qui permettent à quelques-uns de s'enrichir grâce au malheur des autres.

Bien sûr, face à la concentration des richesses entre peu de mains qu'encourage la finance aujourd'hui, tous les propos convergent vers l'évidence qu'« il faut que le politique (l'Etat) redevienne maître de sa monnaie (fiduciaire et scripturale) ». En particulier la « **transition énergétique** » ne pourra se réaliser que dans un contexte où le bien commun deviendra le fil conducteur d'un pouvoir politique retrouvé. Des réalisations « **monnaie locale** » sont actuellement développées dans plusieurs endroits, elles sont peut-être des étapes qui conduiront à la mise en place d'une « **monnaie commune** » en remplacement de la « monnaie unique ».